

Angles d'Attac

ASSOCIATION POUR UNE TAXATION DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES ET POUR L'ACTION CITOYENNE
BULLETIN ÉDITÉ PAR ATTAC SUISSE, 1205 GENÈVE - WWW.SUISSE.ATTAC.ORG - NUMÉRO 102 – MARS 2016



SOMMAIRE

JAB 2500 BIENNE 4
Retours et changements d'adresse à attac, CP 165, 1870 Monthey 1
ou par courriel: secretariat@attac.ch

Pour les migrants, des barrières ?
Pour les traders, pas de frontières ?

Extractivisme, évasion fiscale et migrations. A l'occasion du Sommet mondial des matières premières (Financial Times Commodities Global Summit), réunissant sociétés de négoce, banques et investisseurs, nous vous invitons à un contre-sommet, afin de discuter et analyser les points sur lesquels ces trois thématiques se font écho.



Si ce sommet mondial se tient au Beau-Rivage Palace à Lausanne pour la cinquième fois consécutive, c'est que la Suisse continue d'affirmer son rôle de refuge fiscal pour toute une série d'acteurs de ce commerce mondial. Environ un quart des transactions mondiales sur les matières premières passent par la Confédération et 35% du pétrole, 35% des céréales et 50% du café sont négociés dans le seul arc lémanique.

Ainsi, la Suisse est un rouage clef du commerce des matières premières basé sur le modèle extractiviste prédateur que nous dénonçons. Par extractivisme, il faut comprendre une forme d'exploitation industrielle des ressources naturelles (renouvelables ou non) impliquant une forte intensité d'extraction et l'exportation de la majorité de la matières peu ou pas transformée dans son pays d'origine. Ce terme inclut aussi toute la série de méga-projets (barrages, centrales électriques, voies de transport) nécessaires au fonctionnement des sites exploités. De la mine ou de l'exploitation agro-industrielle jusqu'à l'exportation, des paysan-ne-s, des communautés indigènes, des travailleur-euse-s, subissent l'unique logique prévalant dans le domaine: celle de la rentabilité et des profits immédiats.

Là où la nature est spoliée, des êtres humains sont forcés de quitter leurs terres. La majorité d'entre eux/elles reste à proximité des régions sinistrées et ne parvient pas jusqu'en Europe. Celles et ceux qui peuvent s'y rendre se heurtent aux conséquences macabres de la politique de fermeture des frontières extérieures de l'Union. Par sa pratique de renvois "automatiques" vers les pays d'entrée selon les Accords de Dublin, ainsi que par son engagement dans les opérations de l'agence Frontex, la Suisse est partie prenante de cette politique criminelle de refoulements.

Ensemble, prenons le contre-pied des politiques commerciales et fiscales complices du pillage systématique des richesses des ressources naturelles. En réponse à la politique d'asile de la Confédération et du canton de Vaud, nous demandons l'arrêt des "renvois Dublin", le traitement digne des réfugié-e-s et la fin de l'exclusion. Au terme de cette journée d'échanges et de réflexion sur des alternatives, nous porterons nos revendications dans la rue lors d'une grande manifestation à Lausanne, ville-refuge de traders.

Proramme détaillé du forum et de la manifestation du 9 avril sur

www.stop-speculation.ch

L'OCDE met fin à l'évasion fiscale des multinationales : changement de paradigme ou écran de fumée ?

Le 5 octobre 2015, l'OCDE a présenté son paquet de mesures « Contre l'optimisation fiscale abusive des grandes entreprises », appelé BEPS en anglais (Base Erosion and Profit Shifting). C'est l'aboutissement de deux ans de travaux sous la houlette de Pascal Saint-Amans, directeur du centre politique et de l'administration fiscale de l'OCDE. Selon ce dernier, ces nouvelles règles de la fiscalité internationale sonnent le glas de l'évitement d'impôt pratiqué par les entreprises multinationales et qui fait perdre chaque année des milliards aux caisses des Etats.

Le problème est connu depuis longtemps: Certaines grandes multinationales paient à peine 4-5% d'impôts sur les bénéfices quand la moyenne des pays de l'OCDE se situe à 23-24%.[1] Cela grâce à une « optimisation fiscale agressive mais légale » qui, au niveau mondial, déclare les profits dans les pays où ils sont peu ou pas imposés. Des constructions sophistiquées de filiales et de holdings, élaborées par des armadas d'avocats fiscalistes, centrées sur les paradis fiscaux, servent uniquement à l'évitement de l'impôt. On peut citer l'exemple des Iles Vierges Britanniques (28'000 habitants) avec au total pas loin d'un demi-million de sociétés enregistrées, pays qui est, d'après les statistiques, le deuxième investisseur en Chine après Hongkong. L'OCDE estime que les stratégies fiscales des multinationales font perdre aux Etats entre 100 et 240 milliards de dollars par année. D'autres estimations avancent des chiffres nettement plus élevés.

Des comportements de multinationales difficiles à justifier

Tout aurait ainsi pu continuer éternellement dans le meilleur des mondes s'il n'y avait pas eu la crise de la dette et si, petit à petit, ces évitements d'impôt scandaleux n'auraient pas été rendus publics ici et là. On a appris ainsi, par exemple, que Starbucks avait déclaré en Grande-Bretagne en 15 ans seulement une année avec des bénéfices, les autres affichant des pertes. La firme n'a donc pour ainsi dire pas payé d'impôts.[2] C'en était trop pour des citoyens britanniques soumis à des mesures d'austérité. Des protestations ont vu le jour, des cafés Starbucks ont même été occupés pour en faire des crèches afin de compenser celles qui ont été fermées par mesure d'économie. Il devient dès lors difficile pour les gouvernements de continuer à tolérer ces évasions fiscales massives. C'est finalement le G20 qui charge l'OCDE de proposer des mesures mettant fin à ce genre de pratiques, ce qui a été fait.

Quelques mesures positives, mais une complexité croissante

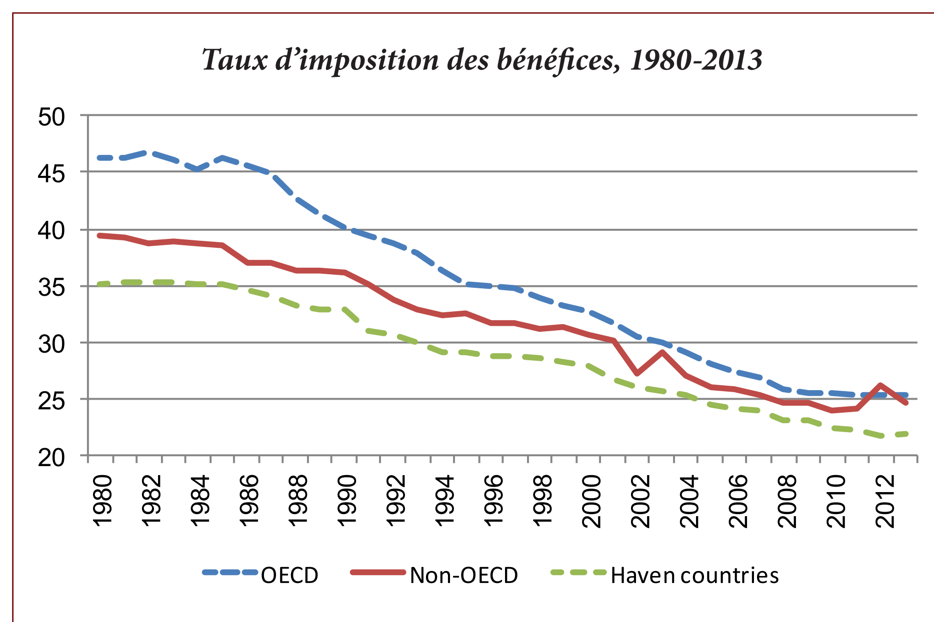
Le but du paquet de mesures proposées est en principe de faire payer les impôts par les entreprises là où les profits sont réellement générés. Certaines de ces mesures sont contraignantes et seront reprises par des législations nationales ou des conventions fiscales. D'autres ne sont que des recommandations qui visent une certaine standardisation et ne seront pas appliquées par l'ensemble des Etats signataires.

Fait positif, la transparence sera améliorée, notamment pour le fisc du pays du siège de l'entreprise. En effet, une comptabilité pays par pays sera enfin exigée, comptabilité qui renseigne au niveau de chaque pays d'implantation sur les chiffres clés (chiffre d'affaire, nombre d'employés, bénéfice, impôts payés etc.). Mais cela ne concerne que les entreprises avec un chiffre d'affaire de plus de 750 millions de dollars et, en plus, ces données ne seront pas accessibles au public ! De même, les fameux rulings devront faire l'objet d'un échange automatique entre les administrations fiscales concernées sans pour autant être publiés. On ne saura donc toujours rien sur ces accords secrets entre grandes firmes et certains Etats (dont la Suisse). Parmi les autres mesures prévues signalons encore l'instauration de nouvelles règles s'appliquant aux prix de transfert[3], règles très inefficaces jusqu'à présent. Les « patent boxes », largement utilisés pour réduire les impôts, seront maintenus, mais à condition que l'entreprise exerce réellement des activités de développement et de recherche donnant lieu à des brevets dans le pays concerné.

Si nombre de ces mesures sont positives, on peut douter que leur mise en place signifie réellement la fin de l'évasion fiscale des multinationales. Néanmoins, force est de constater que l'OCDE, qui représente les pays riches, a enfin reconnu qu'il existe réellement un grand problème et s'est penchée sur les nombreuses stratégies d'évitement fiscal. A noter par ailleurs que les propositions de l'OCDE augmentent nettement la complexité de la fiscalité internationale ce qui sera très favorables aux affaires des cabinets de conseil fiscal.

Des règles jugées largement insuffisantes

Les ONG ayant analysé les démarches de l'OCDE de manière critique affirment que ces mesures ne devraient être qu'un



début. De nombreuses propositions n'ont pas assez de prise sur la réalité, car l'influence des lobbies opposés à ces mesures a été considérable. Que les rulings et la comptabilité par pays ne soient pas accessibles au public en dit long sur la complaisance de l'OCDE. De manière générale, des ONG (notamment le Tax Justice Network) regrettent qu'on considère toujours les filiales d'une multinationale comme entités indépendantes. En effet, il serait préférable de se référer au bénéfice global de l'entreprise et de le répartir par pays selon certains indicateurs (du chiffre d'affaire réalisé au niveau du pays, de la masse salariale etc.). Il s'agit donc plus d'un replâtrage du système existant que d'une approche novateur, qui aurait été nécessaire pour réellement mettre fin à l'évasion fiscale.

Autre critique importante : Les réformes proposées par l'OCDE n'aideront nullement les pays les plus pauvres à récupérer les rentrées fiscales qui leurs sont dues. Ces pays font partie des grands perdants dans ces manœuvres. Ils n'avaient pas droit au chapitre et rien n'est prévu pour résoudre les problèmes spécifiques.[4]

Enfin une dernière remarque : même appliqué correctement, ces mesures n'arrêteront nullement la sous-enchère fiscale entre pays qui fait baisser continuellement l'imposition du bénéfice des entreprises. Et c'est voulu, car il s'agit là d'une concurrence entre pays jugée saine. A l'avenir, cette concurrence sera basée un peu plus sur le niveau des taux d'imposition et un peu moins sur des arrangements obscurs avec des Etats ou sur diverses autres combines – à condition que les nouvelles règles seront réellement appliquées.

Christine Dellsperger

1 Rappelons que dans le cadre de la 3ème révision de l'imposition des entreprises on vise les 13% dans les cantons de Genève et de Vaud!

2 Des extraits des auditions, assez amusants, de responsables financiers d'Amazon, de Google et de Starbucks par des parlementaires britanniques sont visibles sur Youtube. https://www.youtube.com/watch?v=db4TlUY_1gI

3 Une large part du commerce mondial est constituée de commerce entre les filiales d'une même firme. Manipuler les prix de transfert de ce commerce est un moyen largement utilisé pour déplacer des profits dans des pays à basse imposition.

4 Voir par exemple l'analyse de Christian Chavagneux http://www.alterecoplus.fr/economie/evasion-fiscale-un-premier-pas-pour-taxer-les-multinationales-201510051657-00002235.html ou de l'ONG britannique Action Aid http://www.actionaid.org/publications/patching-broken-tax-system-why-beps-not-solution-poor-countries-tax-problems.

LUXLEAKS

Appel à soutenir Antoine Deltour

Antoine Deltour est le principal lanceur d'alerte des « Luxleaks », qui ont révélé en novembre 2014 un vaste système d'optimisation fiscale des grandes multinationales. Il est actuellement poursuivi par la justice luxembourgeoise.

Il assume avoir copié des centaines de «tax rulings», des accords fiscaux conclus par le fisc luxembourgeois pour le compte de multinationales. Des centaines de milliards d'euros s'évaporent des pays où ces firmes mènent leurs activités réelles. Ces sommes colossales sont en fait transférées dans des juridictions où elles sont très peu taxées, notamment au Luxembourg. L'échelle industrielle du système de planification fiscale agressive mis en lumière était jusque-là méconnue. Ces mécanismes n'avaient jamais été décrits avec autant de précision.

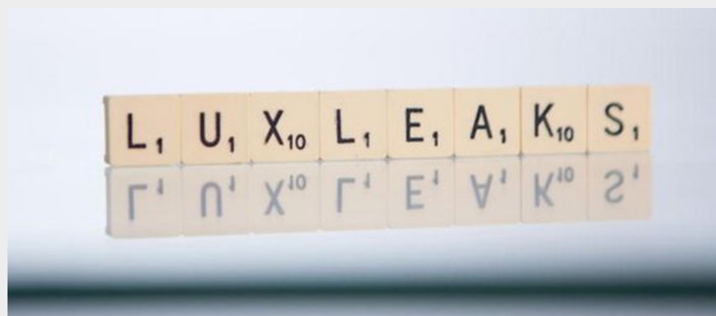
Les répercussions de ces révélations sont immenses. En portant le sujet des «tax rulings» jusque dans les instances internationales – comme le G20 ou la Commission Européenne – elles ont favorisé des avancées politiques qui peu à peu conduiront à une meilleure justice fiscale.

Antoine Deltour a agi sans intention malicieuse et de manière totalement désintéressée. Il n'a jamais cherché à monnayer ses informations. Il a seulement souhaité favoriser le débat public sur des pratiques éthiquement condamnables. Son acte civique s'inscrit dans un large mouvement animé de nombreux citoyens, de petits entrepreneurs, d'autres lanceurs d'alerte, de syndicats, d'ONG, de journalistes, de partis politiques et même d'institutions internationales, tous déterminés à agir contre l'opacité de la finance offshore et pour davantage de justice fiscale.

Une pétition de soutien à Antoine Deltour a été lancée. Le caractère désintéressé de sa démarche, les bénéfices considérables pour les citoyens européens et au-delà pour les Etats eux-mêmes nous apparaissent comme totalement contradictoires avec l'idée même qu'il puisse être condamné autrement que symboliquement. Nous rappelons que dans bien des législations dans le monde et de plus en plus, la démarche d'Antoine ferait l'objet d'une protection et non d'une pénalisation.

De nombreuses organisations et personnalités ont déjà exprimé leur soutien. Vous aussi pouvez signer la pétition sur

https://support-antoine.org/



LECTURE

«Prédation, nature, le nouvel eldorado de la finance»

Ce texte avait été préparé en début d'année par Mirko Locatelli en vue de sa publication dans ce numéro d'Angles d'Attac. Entretemps, nous avons appris la triste nouvelle de son décès (voir dernière page). Nous publions ce texte en sa mémoire.



Sandrine Feydel, Christophe Bonneuil «Prédation, nature, le nouvel eldorado de la finance» La Découverte (2015)

Finalement une lecture stimulante qui nous permet de replacer les véritables enjeux de l'écologie dans un monde actuel dominé par la spéculation sur les produits financiers à risques; la nature, ultime frontière de l'enrichissement facile et rapide. Cette thématique a même été reprise dans le dernier film de James Bond avec Daniel Craig «Quantum of solace» contre les méfaits de l'entreprise douteuse «Green planet». La crise écologique est devenue un marché émergent, une véritable opportunité économique pour des prédateurs sans vergogne. La protection de l'environnement est devenue une formidable opportunité économique.

L'ouvrage retrace l'historique de cette contre-insurrection néo-libérale contre les instruments de contrôles étatiques nouvellement mis en place, qui en voulant donner un prix à la nature, ont cherché à saper les fondements des réglementations étatiques visant à protéger la nature en bridant les émissions des grandes entreprises. Cette offensive s'est développée sur plusieurs fronts; attaquer systématiquement en contentieux les régulations environnementales; questionner les coûts économiques des régulations environnementales; imposer un regard économiciste sur la nature; diffuser des mots d'ordres et des savoirs promouvant la primauté des mécanismes du marché sur les réglementations contraignantes. L'objectif principal a été de remplacer comme base de décision publique, les normes anti-pollution par des évaluations coûts-bénéfices où les dégâts environnementaux sont ramenés à des coûts monétaires. La promotion de l'Agenda 21 au sommet de Rio en 1999 a été un point culminant de cette stratégie, il a induit un saut qualitatif dans la promotion du libre-échange de la biodiversité sous prétexte de sa protection. Les auteurs, à l'appui de leurs thèses, citent de nombreux exemples très instructifs, comme celui d'une firme californienne qui dans le cadre des compensations écologiques, s'est spécialisée dans l'achat-vente de terrains de réserves biologiques censés protéger une mouche en voie d'extinction, et qui en opérant en accord avec les attentes du marché immobilier, arrive à devancer la demande, en achetant à l'avance et spéculant sur la revente, devenant ainsi complice de la spéculation immobilière qu'elle suit, accompagne et accélère. Le rôle trouble des pays du nord qui transforment les forêts tropicales en réserve à carbone pour leurs excès de pollution, en laissant aux populations locales le rôle de jardiniers, a des relents nauséabonds de néo-colonialisme sur fond de bonne conscience écologique. Autre point troublant mis en avant par l'ouvrage est le mariage douteux des Bingo (Big international NGO's) avec les multinationales, qui pour avoir accès aux financements importants des programmes d'aides au développement ont mis en veilleuse leurs oppositions à certains grands projets. Les carrières croisées entre grandes banques et Bingo sont devenues possible, on trouve d'anciens banquiers privés dans leurs postes de direction. Les Bingo gèrent des milliers d'hectares, certifiant et labellisant de manière laxiste les produits et activités des multi. Des produits financiers hautement spéculatifs existent avec le Catbond, qui spécule sur la survenance de catastrophes naturelles. La biodiversité et sa conservation ne constitue plus une limite à la croissance économique, mais au contraire une nouvelle frontière stratégique d'accumulation du capital. Comme le disent si bien les auteurs, la nature coule à flots.

Mirko Locatelli

Accord sur le commerce des services (TISA) : quoi de neuf ?



Depuis avril 2103, une cinquantaine de pays, dont la Suisse, négocient en toute discrétion un accord de libre-échange qui vise l'ouverture à la concurrence internationale et la déréglementation des services, appelé TISA en anglais. Attac et d'autres organisations attirent depuis un certain temps déjà l'attention sur cette volonté de dérèglementation et de privatisation, orchestrée par des multinationales et qui aura des conséquences importantes pour le fonctionnement de nos sociétés. Les négociations de TISA semblent s'accélérer ces derniers mois.

Rappelons que **TISA** est un des nouveaux accords de libre-échange qui ont vu le jour suite au blocage de l'OMC : **TAFTA** (ou TTIP), l'Accord de Partenariat Transatlantique entre les Etats-Unis et l'Union européenne, encore en négociation ; **TPP**, l'accord de Partenariat Trans-Pacifique entre les Etats-Unis et une dizaine de pays du Pacifique, signé en octobre 2015 et qui doit être ratifié et enfin **CETA**, l'accord économique et commercial global (Comprehensive Economic and Trade Agreement) entre le Canada et l'Union européenne, conclu en septembre 2014.

Selon certains observateurs, les négociations de TISA ont passablement avancé ces derniers mois. En janvier à Davos, en marge du World Economic Forum (WEF), une rencontre au niveau ministériel a eu lieu sous impulsion des Etats-Unis. Ces derniers ont fait pression pour accélérer les négociations afin de conclure à un accord rapidement. Le 16ème round des négociations de TISA s'est tenu en février de cette année à Genève. Certains participants veulent conclure l'accord à fin de 2016 déjà.

Au cours de l'année 2015 **Wikileaks a publié deux importantes fuites** mettant à disposition un grand nombre de documents issus des négociations de TISA. Ce sont les seules sources dont on dispose pour connaître de manière explicite et détaillée des buts visés par TISA. Elles confirment les craintes que les opposants à TISA exprimaient dès le début des négociations. S'il ne s'agit bien entendu pas encore du texte définitif de l'accord, ces documents révèlent de nombreuses propositions faites par des pays ou des groupes de pays. Ce sont des textes en négociation, y compris des annexes spécifiques à certains secteurs, qui couvrent une large palette de sujets tels que la régulation intérieure, les services financiers, le transport aérien et maritime, la transparence, les télécommunications, les services professionnels et le mouvement naturel de personnes physiques. Ces textes montrent clairement la volonté de limiter fortement la possibilité de légiférer au niveau national et de donner davantage de pouvoir aux entreprises. Ainsi, par exemple, dans le domaine des services financiers, tout renforcement de la surveillance des banques serait proscrit selon le souhait notamment des Etats-Unis. Dans un chapitre appelé « Transparence » on veut obliger les gouvernements de demander l'avis des entreprises étrangères potentiellement concernées lors de l'élaboration de projets de loi ou de règlements, et cela avant leur finalisation.

Un autre aspect important révélé par Wikileaks concerne la fourniture d'énergie. En décembre 2015, lorsque des gouvernements proclamaient haut et fort leur engagement pour la lutte contre le changement climatique à Paris lors de la COP21, des négociateurs, au nom des mêmes gouvernements, **proposaient d'inscrire dans TISA le principe de la « neutralité technologique » qui doit s'appliquer aux services dans le domaine énergétique.** Ce principe rendrait impossible une politique gouvernementale favorisant par des mesures ciblées les énergies propres et renouvelables, car cela « fausserait la concurrence ». Comme ironise Maxime Combes d'Attac France : «Même sur une planète morte, le commerce international devra se poursuivre sans entraves ».

Mais les **opposants à TISA** ne dorment pas. De nombreuses actions se sont déroulées pour dénoncer ces négociations. L'Union Européenne a vu un lobbying intense des militants auprès des parlementaires européens. Le 3 février le parlement européen a voté une résolution concernant TISA. Adressée à la Commission, elle contient des recommandations (non contraignantes) exprimant certaines réserves ou mises en garde, par exemple dans le domaine de protection des données. Des ONG regrettent toutefois que des amendements importants qu'elles avaient proposés n'ont pas été retenus dans cette résolution.

En Suisse, les démarches pour sensibiliser des élus aux enjeux de TISA commencent à porter leurs fruits. A ce jour, la Ville et le canton de Genève, les communes de Carouge, Meyrin, Plan-les-Ouates, Puplinge, Lausanne, Renens et la ville de Zurich se sont déclarées « hors TISA ». De nombreux débats et conférences ont été organisés. Mais dans les médias on en parle encore à peine, à part quelques exceptions. Ce qui est sûr en tout cas c'est que lutte contre TISA est urgente. Attac l'a retenue comme une de ses priorités.

Christine Dellsperger



Photo : http://demirsonmez.blog.tdg.ch/

L'Europe en question

Paul Jorion, sociologue et économiste belge, nous rappelle que le « virus de l'ultralibéralisme » était déjà présent en 1947 et que « La contamination de l'Europe naissante eut lieu parce qu'il fut transfusé avec les accords du GATT (adoptés avec les catégories normatives américaines) et le Plan Marshall. » l'Europe « a grandi ensuite avec ce virus dans le sang. »

Des liens très forts se sont en effet établis tout de suite entre les premières organisations patronales à taille européenne et la bureaucratie de l'UE.

Au moment de l'introduction de l'euro il a fallu choisir entre la stabilité monétaire et la démocratie. Dès lors la démocratie et la souveraineté populaire sont vues avec méfiance, voire comme un obstacle à la sacro-sainte liberté du commerce.

On aurait pu dans l'idéal imaginer un parlement libre de revenir sur toutes ses décisions et tout le temps, mais on n'en a pas voulu, surtout à cause des exigences allemandes.

Le peuple allemand a un rapport très particulier avec la monnaie pour des raisons historiques que tout le monde connaît. Ce n'est pas de la germanophobie que de l'affirmer. D'autre part l'Allemagne a un système de retraites par capitalisation et veut assurer le plus haut niveau de viabilité des fonds de pension. L'Allemagne n'acceptera jamais d'être mise en minorité sur un certain nombre de règles comme par exemple celles qui régissent le statut de la BCE, la nature de ses missions, le niveau des déficits et des dettes. Elle refusera aussi la financiarisation des déficits, l'annulation des dettes et la modification du régime de la circulation des capitaux.

Tout ceci est d'ailleurs inscrit dans les traités qui deviennent ainsi quasiment constitutionnels.

Après le traitement infligé à Chypre et à la Grèce, de plus en plus de personnes estiment qu'un point de non retour a été franchi par l'UE et que les politiques européennes sont délétères. Des économistes, des politiciens, des intellectuels et des militants de gauche ont décidé de manifester leur opposition à ces politiques.

En France par exemple 80 économistes réunis dans un collectif ont lancé récemment un appel pour « sortir de l'impasse économique ». Ils sont catégoriques : les règles européennes ne permettent pas les politiques de relance. Ils soulignent aussi la nécessité d'un programme de soutien à l'activité, à l'emploi et à la transition écologique, ils remettent en cause les règles néolibérales qui ont fait de l'union européenne « le grand malade de l'économie mondiale. »



Les constats – sur l'Europe austéritaire et anti-démocratique, sur le rôle prédominant de l'Allemagne – se rejoignent et se ressemblent, mais les stratégies pour changer les choses divergent jusqu'au sein de la gauche plus radicale. La sortie de l'euro est-elle un préalable pour mener une politique de gauche? L'existence d'institutions de collaboration entre nations est-elle indispensable? Internationalisme et démocratie sont-ils compatibles ?

Les plans B

A la fin du mois de janvier le Parti de Gauche de Jean-Luc Melenchon a organisé à Paris une conférence intitulée « Un plan B pour l'Europe ». Cette rencontre ne se voulait qu'un point de départ et elle reposait sur des « engagements individuels » ; on n'entendait pas imposer une ligne commune à tous, chacun concevant un « plan B » adapté à son propre pays.

Jean-Luc Melenchon est convaincu que la gauche est « prisonnière d'un internationalisme abstrait ». Selon lui la gauche ne voit pas que les rapports de force passent par les nations. Le politicien est convaincu que si la France, qui pèse 18% dans l'économie européenne et qui doit 2000 milliards au reste du monde, décide de ne plus payer ses dettes, les gouvernements de l'UE seront obligés de discuter avec elle (y compris l'Allemagne, le « verrou » des politiques européennes).

Le Parti de Gauche propose pour la France un plan A qui consiste dans la désobéissance aux traités européens dans le but de les « refonder » et un plan B qui prévoit la sortie de l'euro si cela se révèle nécessaire et inévitable.

A Berlin Yanis Varoufakis, l'ancien ministre grec de l'économie a lancé début février, le mouvement DIEM25 (Democracy in Europe Movement). Il s'agit d'une plateforme plus que d'un parti à proprement parler à laquelle peuvent participer « tous les démocrates » sans distinction. Ce mouvement se veut « pan-européen » et a l'ambition de réformer de l'intérieur la communauté des 28 en créant une assemblée constituante qui permettrait aux Européens de construire une vraie démocratie européenne d'ici à 2025.

L'assemblée constituante laisserait place à une nouvelle constitution démocratique qui remplacerait les traités actuels.

DIEM25 demande la publication des débats des réunions au sommet (Conseil européen, Eurogroupe, BCE, négociations des accords de libre échange avec les USA etc.) et l'établissement d'un registre obligatoire pour tous les lobbyistes de Bruxelles avec leurs clients et leurs rémunérations (actuellement ce n'est pas obligatoire). « Les citoyens européens ont besoin de savoir comment l'Europe décide en leur nom » dit Varoufakis, « 2015 nous a appris que cette vieille façon de faire de la politique, opaque et fragmentée, ne permettait pas à l'Europe de résoudre ses problèmes… »

Varoufakis voudrait « les états-unis d'Europe », mais pas sur le modèle étasunien qui s'appuie selon lui sur un rapport de force entre classes sociales.



Le plan C

Mais « démocratiser l'euro » dans le cadre des traités existants est impossible pour Frédéric Lordon, économiste et philosophe français qui se définit « alter-européiste ».

Il affirme que l'euro est « le tourment de la gauche » et que celle-ci a « abandonné à la droite » l'idée de la sortie de l'euro : Podemos, le Bloc de gauche et Syriza ont tort de la refuser.

Quand on lui rétorque que « les gens sont contre l'austérité, mais pour l'euro », il répond qu'il ne croit pas aux résultats des sondages faits « à froid » sans une discussion préalable ni une information fiable et complète.

L'objectif doit être « la déconstitutionnalisation et la repolitisation intégrales de toutes les questions de politique économique ».

Actuellement un parlement de l'eurozone ne peut pas naître, car l'Allemagne, en l'état, refuse que les dispositions économiques et monétaires actuelles soient soumises aux décisions parlementaire ordinaires. Donc la « sortie par le haut » n'est pas possible et un « euro démocratique » non plus !

Aujourd'hui la restauration de la démocratie passe par « le retour unilatéral à la monnaie nationale » ou par « une solution collective » entre pays qui veulent une « constitution démocratique de la monnaie » ou par les deux choses ensemble.

Il faudra soutenir le pays qui décidera de sortir de l'eurozone et celui-ci devra le faire dès qu'il le pourra sans attendre que d'autres pays le décident en même temps que lui.

Les pays peuvent commencer par réduire leur dépendance aux investisseurs internationaux, par retirer le plus possible l'économie nationale de la mondialisation financière et instaurer un moratoire unilatéral du payement de la dette à l'égard des créanciers internationaux tant qu'il y a du chômage massif. Bref, ils doivent désobéir !

Frédéric Lordon conteste la nécessité d'une intégration monétaire et financière pour « faire Europe ». Il parle de « l'inanité meurtrière de l'alternative » - que d'aucuns soutiennent - entre l'UE actuelle et la guerre entre nations européennes. A cette alternative il oppose le projet d'établir des liens toujours plus forts entre les pays et les peuples. Voilà son plan C.

Le plan C « c'est celui qui donne à l'abandon de l'eurozone sa signification de gauche en l'accompagnant inséparablement de multiples propositions qui diront toutes leur désir de remplacer les impossibles 3%-60% par les équivalents toujours plus nombreux de CERN et d'Erasmus. »

Que faire ?

La Suisse n'est pas dans l'UE, mais chez nous aussi le néolibéralisme a gagné dans presque toutes les têtes ! L'idéologie dominante est propagée tous les jours par les mass-médias qui nous répètent sans cesse qu'il n'y a pas d'alternative (There Is No Alternative disait une Anglaise célèbre), mais nous savons que c'est faux et que tout est politique et dépend en dernière analyse de la mobilisation populaire. Il faut que de plus en plus de gens comprennent où sont leurs propres intérêts et prennent conscience de la contradiction entre ceux-ci et les politiques suivies par les gouvernements et puissent sortir enfin du mécanisme de l'aliénation (n'ayons pas peur des mots !).

Aussi est-il indispensable d'informer largement la population et de mettre en place de véritables programmes d'éducation populaire. Il faut organiser et soutenir partout où c'est possible les luttes contre les politiques d'austérité, les luttes pour l'émancipation des règles absurdes et néfastes qui ont déjà causé le malheur de millions de citoyens européens.

L'année 2017 sera une année importante, non pas à cause d'un anniversaire – les 60 ans du traité de Rome – mais parce qu'il semble que la commission européenne ait décidé « l'achèvement de l'union économique et monétaire » grâce à un nouveau traité. Il y aura aussi des élections en France et en Allemagne !

Alors mobilisons-nous !

N'est-il pas arrivé le moment de mettre en pratique le célèbre slogan de lutte :

Créons deux, trois, mille Viêt-Nam ?

Tina Leoni Joye

Un plan B pour une Europe des peuples

Quelques semaines après les rencontres internationalistes du Plan B de Paris en janvier et du lancement de « Diem » à Berlin début février, le Plan B madrilène reprend le flambeau et poursuit la mission de recomposition de la gauche européenne tout en dépassant les clivages qui mettent en péril le projet commun d'une Europe réellement démocratique au service des peuples. En réponse à l'Appel contre les politiques d'austérité et la « dettocratie » signé par plus de 13'000 personnes, dans un contexte politique espagnol extrêmement instable deux mois après les législatives du 20 décembre, les rencontres du Plan B pour l'Europe se sont déroulées au Centre Social et Culturel Matadero |1| de Madrid du 19 au 21 février dernier.

Il s'agit selon cet appel de « créer un espace de confluence au sein duquel tous les mouvements, les personnes et les organisations qui s'opposent au modèle actuel d'Union européenne puissent discuter et élaborer un agenda commun d'actions, de projets et d'objectifs. Ceci dans le but principal de rompre avec le régime d'austérité de l'UE et de démocratiser radicalement les institutions européennes, en les mettant au service des citoyens. » Même si certains signataires, tel la CUP de Catalogne, ne croient pas à une supposée démocratisation des institutions européennes et préfèrent parler d'une refonte totale plutôt que d'une réforme, tous appuient l'initiative. A ce propos, Marina Albiol, eurodéputé de Izquierda Unida affirme clairement : « Cette Europe n'est pas réformable. C'est pour cela que nous sommes venu la briser, briser ses normes et récupérer ce qu'ils nous ont volé. Nous ne nous trompons pas d'ennemis. Ce n'est pas une lutte entre pays, c'est une lutte de classe » conclut-elle.

Le réseau CADTM Europe était bien représenté avec une délégation de Belgique, France, Grèce, Pologne et Ukraine, et a participé activement aux deux ateliers sur l'audit de la dette |2| et différentes réunions. Ce fut aussi l'occasion de présenter le livre nouvellement édité en espagnol sur la construction européenne au service des marchés financiers (voir en espagnol : « Construcción europea al servicio de los mercados financieros ») dont les auteurs sont actifs au sein de la PACD (Plateforme d'Audit Citoyen de la Dette en Espagne) et du CADTM.

Articulé autour de 4 forums intitulés « L'Union européenne comme champ de bataille », « Égalité des droits dans un monde limité », « Une économie pour construire une autre Europe », « Transformer les institutions et nouvelles formes de démocraties » et de nombreux ateliers regroupés par axes thématiques (« Non à la Dettocratie », « Dernier appel... face à la crise écologique globale ? », « Le Plan B sera féministe ou ne sera pas », « #RefugeesWelcome : une Europe sans barrières ni racisme », « Alternatives au régime de commerce et d'investissement », « Le projet européen, entre monnaie et démocratie » ou « Droits sociaux et droits du travail »), des alternatives aux politiques d'austérité en cours en Europe ont été clairement avancés.

Un mini-forum social européen

Faisant parfois penser à un « mini-forum social européen », près de 3'000 personnes, selon les organisateurs, se sont retrouvées pour tirer les leçons de la capitulation de Syriza qui a renié ses promesses de campagne et mettre en mouvement des alternatives. Le Plan B ouvre un espace qui était de nouveau inexistant depuis la disparition des derniers forums sociaux européens. Un espace de rencontres, de débats et d'organisation de la gauche pour avancer des stratégies et un calendrier commun de mobilisations, notamment le 28 mai, date anniversaire de la fin sanglante de la Commune de Paris, |3| qui a été choisie pour affirmer aux quatre coins de l'Europe notre refus de l'austérité imposée par la Troika.

Couverture médiatique inappropriée

La personnalisation démesurée de certaines figures emblématiques lors d'événements politiques majeurs, dissimule trop souvent le travail colossal de centaines de



Faisant parfois penser à un « mini-forum social européen », près de 3'000 personnes se sont retrouvées à Madrid pour mettre en mouvement des alternatives.

collectifs hyper-actifs sans budget ni en quête de notoriété. Comme à leur accoutumée, les médias mainstream ont personnalisé l'événement et se sont focalisé sur l'ex-ministre des finances, Yanis Varoufakis, venu présenter son « DiEM 25 » (Democracy in Europe Movement 2025), ébauche d'un mouvement transnational qui veut démocratiser l'Europe. Varoufakis a appelé à la formation de « Brigades internationales pour rendre la démocratie à l'Europe », assurant que l'important était, pour le prochain gouvernement d'Espagne, qu'il soit capable de « dire « no pasaran » à Bruxelles. On déplore cependant le peu d'écho du Plan B de Madrid en général dans la presse commerciale. |4| Les paroles retentissantes de Zoé Konstantopoulou, l'ancienne présidente du parlement grec, appelant les gouvernements européens à ne pas payer la dette, considérant qu'elle relève d'un mécanisme « illégal et illégitime qui génère austérité et pauvreté » n'ont pas été relayées par les médias dominants...

Les mouvements sociaux répondent à l'appel

L'aspect positif est sans conteste celui de la participation. En plus des syndicats espagnols CGT (libertaire), ELA (pays basque), Intersindical Valenciana (Pays Valencien) et du reste de l'Europe, de nombreux mouvements sociaux étaient représentés tels la coordination des affectés par l'hypothèque (PAH), ATTAC, la « Marée blanche » qui lutte pour une santé de qualité et contre sa privatisation, les travailleurs en lutte de Coca-Cola /Madrid, Via Campesina, la Marche Mondiale des Femmes, Ecologistas en Acción, Precarios Inflexiveis du Portugal, le Tribunal Permanent des Peuples, etc. Ont participé par ailleurs, de nombreux députés et responsables politiques de différentes formations comme Podemos (Miguel Urbán et Lola Sánchez, eurodéputés), Izquierda Unida-Unidad Popular (Alberto Garzón et Sol Sánchez, députés), Equo, Compromís (Mònica Oltra) Barcelona en Comú (Gerardo Pisarello) ou Ahora Madrid (Carlos Sánchez Mato) en Espagne, Unité Populaire en Grèce, Die Linke d'Allemagne, Parti de Gauche en France, Left Party de Suède, Bloco d'Esquerda du Portugal...

Les mouvements et organisations qui luttent contre l'asservissement de la dette sont venus en nombre pour se coordonner et relancer le réseau ICAN (International Citizen Debt Audit Network) : les coordinations d'Audit Citoyen de la Dette de différents pays (PACD-Espagne, Debt Resistance UK, CAC France, Acide Belgique) et les organisations internationales (Eurodad, CADTM) se sont retrouvées avec de nouveaux intéressés venant d'Italie, Suisse |5|, Pologne et Ukraine. La relance de ce réseau est bienvenue car il peut aider à faire connaître les expériences et problématiques d'autres pays, coordonner des campagnes internationales, populariser le non paiement de dettes illégitimes, faire exemple et renforcer le mouvement populaire... |6|

Comme le dit bien Eric Toussaint, porte-parole du CADTM, « le défi de ce projet consiste à construire un mouvement radical et de rupture au niveau européen », ce qui signifie « désobéir aux créanciers ». Il faut abroger l'article 135 de la Constitution espagnole et ne pas payer la dette illégitime. Quelques jours après le Plan B de Madrid, celui-ci appelle à une « rébellion démocratique » sur le continent, à la « désobéissance civile face aux Institutions ».

Jérôme Duval
permanent du CADTM Belgique et membre de la plateforme d'audit citoyen de la dette en Espagne (PACD).

Notes

|1| Anciens abattoirs reconvertis en un immense Centre culturel de la capitale.

|2| Lire le compte-rendu de Jérémie Cravatte, Ateliers sur l'audit citoyen de la dette au Plan B de Madrid.

|3| Le 28 mai 1871 succomba la dernière barricade de la Commune de Paris au terme de la « semaine sanglante » durant laquelle près de 30 000 communards sont écrasés et exécutés en masse.

|4| A ce jour, nous n'avons rien vu de publié dans le journal au plus fort tirage, El País, par exemple...

|5| Ont participé pour la Suisse : Chloé Frammery et Gérard Scheller qui tous les deux font partie d'un collectif mettant en place un audit citoyen de la dette genevoise.

|6| Lire à ce propos le compte-rendu de Chiara Filoni, Cinquième rencontre d'ICAN : des énergies retrouvées !

Impressum

Edité par Attac Suisse, paraît au moins 4x par année
Destiné aux membres et aux abonnés.
Impression et mise en page: Deltagraph, Bienne
Tirage 1'600 exemplaires

Abonnement

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse. les membres d'Attac sont abonnés automatiquement.

Ont participé à ce numéro :

Christine Dellsperger, Gérald Mermet, Mirko Locatelli, Markus Flück, Michel Pellaton, Sabrina Scardua, Tina Leoni Joye, Gérard Scheller.
Les articles n'engagent que leurs auteurs. Ils ne représentent pas forcément la position d'Attac.

Traductions

Attac a toujours besoin de traductrices et traducteurs, si vous pensez pouvoir aider, n'hésitez pas à vous inscrire sur coordi-trad.attac.org ou en envoyant un mail à coorditrad.ch@attac.org , ou par courrier postal auprès d'attac suisse

Courrier des lecteurs et lectrices

Réagissez, participez, n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions à :
Courrier de l'Angles d'ATTAC, cp 5105, 1002 Lausanne ou par mail: secretariat@attac.ch

Internet

On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en ligne sur www.suisse.attac.org

L'euro : un échec dramatique

Nous poursuivons ici la série d'articles sur la question monétaire. Le premier texte a traité de la création monétaire par les banques (Angles d'Attac, septembre 2015). Le deuxième a été consacré à l'étude du rôle et du fonctionnement des banques centrales (Angles d'Attac, décembre 2015). Dans ce troisième article, c'est l'euro qui est au centre de l'analyse, une analyse fondée essentiellement sur le hors-série d'Alternatives Economiques «La monnaie et ses mystères» (avril 2015, abrégé AE ci-après) d'une part, et sur l'émission «Déchiffrage» d'Arte (26.5.2015, Arte ci-après) d'autre part.

Un défaut de conception

Dès son institution par le traité de Maastricht du 7 février 1992, l'euro souffre d'un défaut rédhibitoire. Une monnaie n'est pas viable sans un État central fort. La monnaie unique mettait en concurrence des pays aux situations économiques très différentes sans prévoir un transfert important des pouvoirs économique et budgétaire des États européens au niveau de l'Union. Le budget européen, très faible, n'était pas en mesure de permettre les transferts monétaires importants entre pays, transferts qui auraient permis un rééquilibrage des économies. L'émission d'Arte rappelle qu'aux États-Unis plus du 60 % des dépenses publiques sont des dépenses fédérales. En Europe, seuls 2 % de ses dépenses sont des dépenses communautaires. Selon Jacques Sapir (AE p. 53), L'Allemagne devrait transférer 8 à 12 % de son produit intérieur brut chaque année pendant une période d'au moins dix ans pour réaliser l'unité économique de l'Europe. Cela est impensable.

A ce défaut majeur s'en ajoutait un autre qui allait empêcher tout ajustement monétaire : la nouvelle Banque centrale européenne (BCE) était rendue totalement indépendante du pouvoir politique. Cette conception de l'euro et de sa BC était le fait de l'Allemagne. Ce pays n'agissait pas sur ce plan pour des raisons égoïstes, mais idéologiques : c'est l'ordolibéralisme allemand qui imposait ses principes.

L'ordolibéralisme, un libéralisme calamiteux

L'ordolibéralisme est la forme allemande du néolibéralisme qui s'impose après la guerre en République fédérale et qui va influencer la construction européenne dès le départ (CECA 1951).[1] Il constitue une rupture par rapport au dogme du laisser-faire du libéralisme classique. Les ordolibéraux ne croient pas à un ordre naturel du marché qui va se réaliser par lui-même, spontanément. Cet ordre doit être construit par l'État. l'État ordolibéral organise un marché de concurrence parfaite. La concurrence doit être aussi parfaite que possible et c'est à l'Etat de s'en assurer. Autrement dit, alors que les anciens économistes libéraux avaient conclu à la nécessité d'une non-intervention de l'État, les ordolibéraux font de la concurrence libre l'objet d'un choix politique fondamental.

Il faut souligner que cette doctrine est antidémocratique par essence. Pour les ordolibéraux, l'État est chargé de faire respecter l'intérêt général et pour ce faire, il doit être indépendant de la société civile et même du parlement. C'est ainsi que Frédéric Lordon peut parler d'un despotisme économique irréductible : « Soustraire la politique économique à la délibération parlementaire ordinaire pour en inscrire les orientations fondamentales dans un texte constitutionnel, en l'occurrence celui des traités, est un acte d'une telle portée qu'on s'est toujours demandé comment il pouvait se trouver des personnes pour qualifier l'Europe de démocratique sans aussitôt sombrer dans le ridicule. » (La gauche et l'Euro p. 1)[2]

Pour Pierre Dardot la domination de cette doctrine dans les coulisses européennes n'est pas due à une influence perverse de l'Allemagne : « Très tôt, les gouvernements français, tous les gouvernements français, se sont évertués à s'inscrire dans le sillage de cette doctrine-là. Il y a donc là une sorte de consensus »(Arte).

L'une des conséquences gravissimes de l'application de cette doctrine est, comme on l'a vu, l'indépendance totale de la BCE à l'égard du pouvoir politique. A l'époque de la conception de l'euro, la crainte majeure en matière monétaire était l'inflation. Il s'agissait d'éviter son retour, en empêchant le financement des déficits publics par une création monétaire directe des banques centrales (BC) (souscription directe des obligations d'État). La principale mission de la BCE est d'assurer la stabilité des prix et un objectif précis lui est assigné : l'inflation ne doit pas dépasser 2 %. Cet objectif l'emporte sur tous les autres, y compris sur le plein emploi.

Un désastre inévitable

Selon ses concepteurs, l'espace économique encadré par les traités européens peut régler à lui seul tous les problèmes. La monnaie peut rester indépendante, laissant l'organisation concurrentielle produire l'harmonie et le bien-être. «Dans l'édifice de règles bâti autour de la monnaie unique, la possibilité même d'une crise était exclue» (AE p. 45-46). L'aveuglement idéologique était total.

Dans un premier temps, l'euro s'est imposé sans trop de difficultés. Jusqu'en 2008, les taux d'intérêt auxquels les États européens empruntaient convergeaient très nettement. En ce sens, la monnaie unique était une réussite : il n'y avait plus de différences entre un emprunteur grec et un emprunteur allemand dès lors que tous les deux empruntaient en euros.

Mais derrière cette convergence financière, les déséquilibres s'accumulaient. Côté prix en particulier, les pays connaissaient une trajectoire très divergente. Entre 1999 et 2008, les prix en Espagne augmentaient deux fois plus vite qu'en Allemagne (3,2 % contre 1,7) (Arte). Dans les pays du Sud, l'endettement privé augmentait fortement, emprunter c'est facile et ça ne coûte pas cher. L'unification des marchés financiers favorisait l'afflux de capitaux et de gigantesques bulles de crédit se gonflaient. Aucune mesure n'était prise pour enrayer la dérive du crédit et le boom de la demande dans les pays de la périphérie, tandis que l'Allemagne menait, à partir du second mandat de Gerhard Schröder, une politique de rigueur salariale drastique qui déprimait la demande intérieure. Résultat : l'Allemagne accumulait les excédents extérieurs et les pays du Sud creusaient les déficits (AE p. 45). En outre, la mise en concurrence directe de pays au développement économique différent a eu pour effet de concentrer les industries dans les territoires disposant déjà d'un avantage comparatif. C'est la loi de la concurrence qui toujours se vérifie : les plus forts deviennent toujours plus forts, les plus faibles sont écrasés par le système.

L'annonce en octobre 2009, par le premier ministre grec Georgios Papandreou, de l'état alarmant des finances publiques de son pays marque le coup d'envoi de la crise de l'euro. Les investisseurs réalisent que la Grèce n'est pas l'Allemagne. Ils prennent peur et retirent leurs capitaux. Les spécula-

teurs entrent en action et aggravent la crise par leurs prophéties autoréalisatrices. Les taux d'intérêt auxquels l'État grec emprunte s'envolent. Prisonnière de l'euro, la Grèce ne peut pas utiliser l'arme de la dévaluation. Les dirigeants européens laissent pourrir la situation, ce qui provoque la contagion à d'autres pays. Puis, on s'occupe enfin de résoudre le problème grec et de quelle manière!

La peur, la haine et les mensonges

Le traitement de la crise grecque[3] ne peut s'expliquer que par la peur que Mme Merket et M. Schäuble ont transmise au peuple allemand et par la haine à l'égard des pays en difficultés qui s'en est suivi. Frédéric Lordon: « Un pays, l'Allemagne, a imposé ses obsessions monétaires à tous les autres... Il faut redire que l'Allemagne dans cette affaire n'a jamais poursuivi de projet positif de domination, et que ses comportements n'ont jamais été gouvernés que par la peur panique de souffrir, dans le partage communautaire, l'altération de principes qui lui sont plus chers que tout. Or il ne faut pas s'y tromper: une angoisse collective, surtout quand elle est de cette intensité, ne détermine pas moins à la violence que les menées conquérantes de l'hégémonie positive. Peut-être même au contraire. C'est qu'il y a dans les projets hégémoniques un reliquat de rationalité auquel les paniques monétaires allemandes sont devenues totalement étrangères.» (La gauche et l'euro, p.3)

Aucune rationalité donc dans cette panique monétaire. Les dirigeants allemands ont martelé que les dettes grecques devaient être payées et qu'il était hors de question que les fourmis allemandes pâtissent des errements des cigales grecques. On sert aux peuples allemand et européens un double mensonge. Le premier consiste à dire que ce sont les citoyens qui auront à payer les dettes grecques. La RTS relaye ce mensonge par l'intermédiaire de Darius Rochebin, dont l'irrévérence proverbiale ne va pas jusqu'à contredire les grands de ce monde. Il énumère sans trop se poser de question les montants que chaque citoyen devra supporter pour éponger le découvert: l'équivalent de 740 CHF pour l'Allemand, 660 pour l'Italien et 620 pour le Français. Or, si ses dettes doivent être épongées, ce sont les BC européennes, et surtout la BCE, qui les détiennent en majorité et qui donc en supporteraient les conséquences. Les banques centrales étant indépendantes des États, leurs pertes n'auraient eu aucune conséquence sur les budgets nationaux.

Le deuxième mensonge est encore plus gros. Les dirigeants européens prétendent que les pertes énormes faites sur les obligations de l'État grec mettraient les BC en danger. Cela est faux pour deux raisons. Comme il a été vu dans l'article précédent consacré aux BC, une BC ne peut pas être en faillite, puisqu'elle possède un pouvoir de création monétaire illimité. En outre, les BC européennes auraient pu faire une très bonne affaire avec ces obligations. Voici par exemple la proposition qui avait été faite à l'UE: La Grèce demandait un prêt de 27 milliards d'euros au mécanisme européen de stabilité (MES), ce qui lui aurait permis de racheter à la BCE, à leur valeur d'émission, les obligations achetées en 2010 sur la base du programme d'achat d'obligations d'État (SMP). Le bénéfice dégagé aurait été d'environ 9 milliards d'euro, ces obligations ayant évidemment été achetées avec une décote très importante! Il était prévu que ce bénéfice soit rétrocédé à la Grèce, qui avait des besoins assez urgents de liquidités.[4]

On a préféré punir la Grèce avec une brutalité aveugle et criminelle.

Faut-il achever l'euro?

C'est la question que pose Alternatives économiques. Assez étonnamment, les économistes qui s'expriment dans le hors-série de cette revue ou sur Arte croient à une sortie de la crise par le haut, c'est-à-dire par une une réforme des institutions européennes au moyen de l'injection d'une forte dose de démocratie. A leur décharge, il faut dire que l'euro ne tient que faute de mieux et par peur d'un chaos plus épouvantable encore si on l'abandonne (Sandra Moatti). Seul, Jacques Sapir prétend que la zone euro est irréformable: «Si on ne peut pas réaliser l'union politique et monétaire, il faut en tirer les conséquences et dissoudre la zone euro de concert.» Pour Hans-Verner Sinn, il faut laisser les États endettés faire faillite et sortir de l'euro. Autrement dit éjecter les mauvais élèves et les laisser à leur sort. Thomas Coutrot, lui, est conscient qu'on ne mettra pas fin aux politiques antisociales et antidémocratiques en détruisant l'euro. Il propose une solution originales: «Une État peut très bien mettre en place une monnaie complémentaire à l'euro qui lui permettrait de financer un certain type de dépenses publiques et d'investissements.» Sauf que la coexistence de deux monnaies à l'intérieur d'un État n'a jamais marché (les monnaies sociales et complémentaires se développent pour l'instant uniquement sur un plan local).

C'est Paul de Grauwe qui va le plus loin dans le rêve. Partant de la constatation qu'il n'existe pas de science de la déconstruction d'une union monétaire, il affirme: «Une union monétaire ne peut survivre que si elle est enchâssée dans une union budgétaire... Une union qui n'est pas basée sur la solidarité ne durera pas. Il faut par conséquent créer un gouvernement européen, doté de mécanismes de prise de décision démocratiques et d'un pouvoir de lever l'impôt.» Nous avons vu que cette solidarité exigerait un transfert massif de richesse des pays les plus riches vers les pays défavorisés. On est donc dans l'utopie la plus totale.

Pierre Dardot est à la fois plus général et plus radical dans son analyse: «On n'a pas affaire à un déficit démocratique. C'est quelque chose de beaucoup plus fondamental. C'est une tentative de se soustraire au processus de la délibération publique qui est normalement la caractéristique même de la démocratie politique. La véritable alternative devant laquelle tout le monde est placé en Europe aujourd'hui, ce n'est pas l'alternative entre le repli nationaliste et la poursuite de la construction européenne, même moyennant certains correctifs démocratique. C'est une alternative beaucoup plus fondamentale entre repli nationaliste et refondation démocratique de l'Europe. On ne peut pas démocratiser réellement des institutions qui fonctionnent contre les intérêt des populations.» (Arte)

Lexit!

C'est à Frédéric Lordon que nous donnerons les derniers mots: «Sauf à continuer de soupirer après ce qui n'arrivera pas – un «autre euro» et l'«Europe sociale» qui va avec – le réarmement des gauches européennes passe donc impérativement par l'imagination de l'après-euro. (La gauche et l'euro, p.1). La construction européenne est morte. On ne peut survivre à une telle infamie. Le destin de l'Union européenne est maintenant celui des entreprises devenues haïssables: elle n'est plus qu'en attente de son renversement. Faudra-t-il patienter de nouveau jusqu'à la ruine complète pour que la gauche européiste s'interroge sérieusement sur l'obstination qui l'aura conduite à se lier à une erreur historique de ce format, même sous la clause «alter» dont il est maintenant établit qu'elle n'altérera plus rien?».

«Ça n'est plus tel ou tel pays qu'il faut faire sortir de l'euro: c'est la gauche elle-même. C'est le Lexit (Left-Exit).» (Ibid., p. 10)

Gérald Mermet

Notes

1 Pour une exposé complet de cette doctrine, voir Pierre Dardot et Christian Laval, La nouvelle raison du monde, Essai sur la société néolibérale, p. 187 et ss et p. 328 et ss

2 La gauche et l'euro : liquider, reconstruire : Blog.mondediplo.net/la-pompe-a-phynance

3 Pour une analyse de la crise grecque voir Tina Leoni Joye, La fin du printemps grec, Angles d'Attac, septembre 2015

4 Discours de Yanis Varoufakis, Berlin le 8 juin 2015, L'austérité sape la capacité de la Grèce à rembourser sa dette

ATTAC SUISSE EST EN DEUIL

Notre secrétaire Mirko Locatelli nous a quittés



Mirko Locatelli a mis fin à ses jours début mars à l'âge de 35 ans. Mirko et moi partagions le secétariat d'attac depuis une année. Il était le partenaire idéal, et travailler avec lui était très stimulant. Mirko était ouvert, courtois et apportait toujours des idées intéressantes. Ensemble nous avons lutté au nom d'attac contre le règne des multinationales et du pouvoir économique.

Mirko se dédiait entièrement aux activités militantes. Il était un idéaliste passionné qui croyait à la possibilité, voire la nécessité d'un autre monde, un monde au delà de la recherche du profit, du productivisme, du consumérisme et de la xénophobie. A côté d'attac, Mirko s'était engagé pour les sans-papiers, pour la décroissance et contre la publicité, entre autres comme rédacteur au journal « Moins ». Mirko était également un penseur indépendant et un stratège, un militant intelligent qui, à notre grand désarroi, a renoncé à la vie. Il laisse un vide béant.

Avec son esprit et sa manière de faire non conventionnelle Mirko a amené un nouveau souffle dans notre association. C'est ainsi qu'il a organisé en collaboration avec l'Espace Dickens le cycle de conférences « Les chemins d'une autre économie » à Lausanne.

Mais ce que j'appréciais et admirais toujours le plus chez lui était son humour. Mirko restera pour moi un modèle en tant que personne et en tant que militant, pour mes propres activités et aussi pour celles d'attac.

Markus Flück,
secrétaire d'attac suisse

VOTATION RELATIVE À LA RIE3
DANS LE CANTON DE VAUD

Un point d'appui pour combattre la RIE3 fédérale et les politiques d'austérité

La coalition référendaire contre la RIE3 vaudoise «Touche pas à mon service public» a pris acte du résultat de la votation de ce jour. Ce score s'explique par le rouleau compresseur que constitue la coalition formée de la quasi-totalité des forces institutionnelles (UDC, PLR, PDC, PBD, V'lib, PS, Verts, Centre patronal, Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie, Groupement des entreprises multinationales, Conseil d'Etat), qui appelait au soutien de la réforme vaudoise, ainsi que par la disproportion des moyens de campagne entre les opposants et les partisans du projet, qui était flagrante.

Malgré une campagne particulièrement agressive et non respectueuse des faits, menée par le Conseil d'Etat, véritable champion des intérêts des 1% les plus riches de ce canton, la coalition référendaire contre la RIE3 se félicite d'avoir, avec des moyens très limités, pu mener une campagne refusant de céder au chantage et à la désinformation, et défendant la qualité des prestations du service public, notamment dans la santé, la formation et les transports.

Le résultat de cette votation permet, du fait des débats engagés durant la campagne, de développer, dans les mois et les années qui viennent, une résistance déterminée face aux politiques d'austérité sur le plan cantonal et communal, politiques qui auront des effets néfastes sur les conditions de travail dans la fonction publique ainsi que sur les prestations de services publics.

La RIE3 fédérale impliquera des pertes de recettes fiscales de plusieurs milliards par an pour les cantons et les communes du fait des déductions fiscales supplémentaires introduites en faveur des grandes entreprises. Notre campagne constitue un point d'appui pour poursuivre notre lutte contre la RIE3 fédérale, par le lancement d'un référendum dans les mois qui viennent.

Lausanne, le 20 mars 2016
Coalition référendaire
RIE3 « Touche pas à mon service public»



La complicité des Verts et des Socialistes avec la droite a pleinement joué dans le canton de Vaud. La situation devrait être différente au niveau national où nous espérons que ces deux partis s'opposeront à la RIE3 qui sera probablement adoptée définitivement par le parlement au mois de juin.